



30 ANS
DE DROITS
DE L'ENFANT



Terre des Hommes
International Federation

Bilan du webinaire sur zoom

« Éducation à l'environnement : comment peut-elle mener les enfants à l'action ? »

co-organisé par Association 30 ans Droits de l'Enfant,
Institut International des Droits de l'Enfant & Terre des Hommes

Jeudi 16 décembre 2021, de 15h à 16h30

Contexte

Le webinaire a pour but de contribuer à l'élaboration de l'Observation générale 26 du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies sur les droits de l'enfant et l'environnement, avec un accent particulier sur le changement climatique. Une vingtaine de participants - jeunes et adultes - issus de différents milieux en Suisse (autorités publiques, milieu académique, société civile...) ont été réunis afin de confronter différents points de vue et d'identifier les bonnes pratiques ou les obstacles autour de la thématique de l'Éducation à l'environnement.

Programme

Après la présentation de l'objectif, du programme et des invités du webinaire, Philip Jaffé a expliqué ce qu'est l'observation générale sur les droits de l'enfant et l'environnement, sa fonction, son impact potentiel et en quoi l'éducation à l'environnement est pertinente pour les droits de l'enfant (avec Jonas Schubert, Terre des Hommes, chargé par le Comité des droits de l'enfant de mener la consultation en vue de la rédaction de l'observation générale 26).

Nadine Gehrig, de l'Office fédéral de l'Environnement, a ensuite présenté l'éducation à l'environnement en Suisse, dans ses grandes lignes.

Deux groupes de travail ont ensuite été organisés (francophone et germanophone) avec les participants, dans le but de répondre aux questions du webinaire, restituées ci-dessous. Les participants étaient invités à contribuer au groupe de travail à partir de leur expertise, leur expérience du sujet au sein de leur institution.

Enfin, Jonas Schubert a présenté les prochaines étapes du processus de consultation (voir ci-dessous).

Résultats

L'ensemble des contributions du webinaire alimenteront la Consultation internationale menée dans le cadre de la rédaction de l'observation générale.

Les participants sont invités ensuite à réfléchir à la problématique dans leur institution et à apporter leur contribution à travers un questionnaire en ligne du Comité des droits de l'Enfant.

Restitution des groupes de travail

Groupe francophone

Composition : Philippe Jaffé (Association 30 ans, Comité des droits de l'enfant), Claire Hayoz Etter (Education 21, responsable de projets), Steven Fricaud (Institut International des Droits de l'Enfant), Pierre Zwahlen (Plateforme Agenda 2030, président), Anahy Gajardo (Terre des Hommes Suisse, Conseillère thématique – Spécialiste EDD), Eric Nanchen (Fondation pour le développement durable des régions de montagne, Valais, directeur), Charlotte Durnat (Cellule durabilité du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture, Vaud), Tristan Leloum (HES-SO Valais, Professeur), Zoé Moody (Haute École Pédagogique, Valais), Nina Salomon (Eqlosion, coordinatrice de projets), Cynthia Illi (Jeunes Vert.e.s Vaudois.e.s, co-présidente), Flore Beran (Association J'aime ma Planète, chargée de projet).

Éléments réponse Q1 L'éducation à l'environnement : Comment mener une éducation à l'environnement qui mette les enfants en action, notamment dans le contexte de crise climatique et au regard des droits de l'enfant ?	On a fait des progrès importants ces dernières années sur les enjeux climatiques grâce au vécu des jeunes plus que via les apprentissages à l'école > intensifier EE pour en faire un moteur du changement, mettre l'action au cœur. Approche EDD : Terre des Hommes a mis en Suisse l'éducation aux Droits de l'enfant comme un fondamental de l'EDD– l'articulation est importante entre savoirs, compétences et actions > comment former les enseignants à une éducation qui porte sur l'acquisition de compétences. Approche systémique quand on parle de crise climatique : social, éco, genre, politique... Passer de la sensibilisation/discours à l'action (activante et non paralysante) – donner les clés pour agir afin que la seule information ne soit pas anxiogène – approche par compétences à mettre en place – moyens aussi de gérer l'échec face à l'action. Donner mandat aux enseignants de donner envie aux enfants de s'engager – dans un cadre flexible : les enfants ont envie, ont besoin d'outils et d'exemples. Notre génération a-t-elle les moyens d'enseigner à cette jeune génération qui devra inventer ses propres moyens ? Principe d'exemplarité : adultes doivent être les acteurs qu'on demande aux enfants d'être (– les décisions politiques exemplaires sont encore rares (mobilité, bâtiments...))
Éléments réponse Q2 La participation des enfants et des jeunes : Comment pouvons-nous les impliquer davantage dans la prise de décision en faveur de l'environnement pour en faire des citoyens à part entière, autonomes et responsables ?	Un appel à plus de participation de la part des enfants/jeunes doit être mis en balance avec une attention des adultes de ne pas faire peser sur les enfants l'avenir du monde, c'est un droit de l'enfant d'avoir une insouciance : équilibre à trouver pour ne pas sur-responsabiliser > attention à l'injonction paradoxale : agissez /échec ; donner des clés d'action/monde s'effondre Solidarité intergénérationnelle nécessaire pour ne pas cliver la société. Les jeunes doivent interpeller les politiques fermement pour aider à prise de décision (justice environnementale, Droits de l'enfant)
Éléments réponse Q3 La justice environnementale : Comment aborder les questions de justice environnementale dans le contexte de l'éducation ? Il	16 enfants ont porté plainte auprès du comité DE, dont demande au droit à la survie : urgence, enfants ne font plus confiance aux adultes – rééquilibrage des pouvoirs> les adultes doivent céder une partie de leur capacité décisionnelle, les politiques doivent lâcher un peu de leurs prérogatives pour rééquilibrer

s'agit notamment de l'injustice résultant de la prise de décision centrée sur les adultes ("discrimination par l'âge") et de la discrimination de groupes spécifiques d'enfants qui souffrent le plus des dommages environnementaux.	pouvoirs , donner droits d'accès notamment pour aller vers justice environnementale
Bonnes pratiques citées	- Il existe des référents à la durabilité dans les écoles à Genève et Vaud - Sortir des silos, faire des liens entre éducation Droits de l'enfant, environnement, santé > c'est la vocation du réseau écoles 21. Mais pas facile car reste de formation générale – il existe des outils à disposition des enseignants mais il faut avoir du temps à dégager dans horaires scolaires - Le mouvement « éducation dans la nature » devient très important en Suisse : pour les petits, les activités existent bien mais il y en a peu pour les grands > gagner en souplesse - Modèles pour éduquer à durabilité : se projeter dans de nouveaux imaginaires, quels sont les rêves ? pour avancer dans le désir de changer, changer les désirs pour donner une forme d'espoir (cf 1million action change- action de la DDC pour promouvoir l'engagement des jeunes pour les SDGs)
Freins / défis	- Eco-anxiété à prendre en compte chez les jeunes, risque de repli identitaire, ressentiment violent, sens du sacrifice, sentiment d'injustice/radicalisation (éco-fascisme – générations désabusées, qui ne croient plus en rien) vs une énergie bouillonnante. - Fort sentiment de renoncement : « il n'y a rien à faire » > enjeu de mettre l'accent sur les solutions et ne pas rester sur un constat d'échec. L'éducation à l'environnement inclusive doit aussi interpeller les enfants qui ne sont pas engagés aujourd'hui
Questions soulevées	

Groupe germanophone

Composition : Jonas Schubert (Terre des Hommes Allemagne, en charge du processus de Consultation), Mirjam Rotzler (Kinderbüro Bâle, directrice générale), Nadine Gehrig (Office fédéral de l'environnement, Département Économie et Innovation, Spécialiste en éducation à l'environnement), Cédric Bonnébault (Canton du Valais, délégué jeunesse), Valentina Darbellay (Réseau suisse des droits de l'enfant, directrice).

Éléments réponse Q1 L'éducation à l'environnement : Comment mener une éducation à l'environnement qui mette les enfants en action, notamment dans le contexte	Difficile d'avoir un focus sur les Droits de l'enfant à l'école. J'ai vu des exemples, comme dans l'organisation des journées de l'environnement et du développement durable - il y a des actions pour une journée mais en général, ce que cela signifie pour les droits de l'enfant est moins intégré dans le système ou toute l'année. Il est important de donner aux enfants la possibilité de faire des activités, même en dehors de l'école.
---	---

de crise climatique et au regard des droits de l'enfant ?	- Il faut des formats pour l'éducation et l'implication des enfants. Les personnes qui ont le pouvoir de décision (par ex. les écoles) doivent être ouvertes aux enfants et les écouter. Pour cela, les personnes qui forment les enfants doivent être formées. Il faut apprendre à impliquer les enfants partout où ils se trouvent, l'école n'est qu'une partie de ce processus. Il faut aller chercher les enfants à leur niveau, là où ils sont vraiment concernés, et c'est là qu'il faut intervenir dans l'éducation. - Les enfants doivent apprendre très tôt à gérer leur environnement. Car sinon, il n'y a pas de changement de comportement.
Éléments réponse Q2 La participation des enfants et des jeunes : Comment pouvons-nous les impliquer davantage dans la prise de décision en faveur de l'environnement pour en faire des citoyens à part entière, autonomes et responsables ?	- L'intégration des enfants et des jeunes dans les commissions fait défaut, mais il faut une volonté politique pour cela et il faut des acteurs clés qui impliquent les enfants et les jeunes. - Je travaille au Kinderbüro de Bâle, qui s'engage pour la participation des enfants. Je remarque que le thème de l'environnement et du respect de la nature intéresse les enfants, même les 7-12 ans ! Les enfants sont déjà descendus dans la rue il y a 15 ans pour défendre l'environnement. Et c'est seulement maintenant, quand on est concerné, qu'on ouvre les yeux. Il faut faire entendre la voix des enfants ! Ils ne sont pas seulement l'avenir, ils sont là maintenant ! - L'école est un acteur-clé de la participation des enfants ! La compréhension de la complexité est enseignée, ainsi que les compétences transversales. Les outils d'education21 visent la participation des écoles. Les enfants sont alors intégrés dans les projets de l'école, par exemple un jardin scolaire. Cela apporte beaucoup quand on se rend compte que l'on peut avoir un impact important dans son propre environnement et qu'ils le diffusent ensuite à la maison et dans la communauté. C'est à petite échelle que tout commence. Il ne s'agit pas toujours des grandes décisions politiques. Les enfants doivent comprendre qu'ils peuvent déjà faire beaucoup eux-mêmes ! - Un abaissement de l'âge du droit de vote est-il suffisant ? En fait, ils ont déjà le droit d'être entendus et pris au sérieux. C'est la condition pour que cela fonctionne. Le thème doit être amené aux enfants à l'école et ne doit pas seulement y rester et être relayé.
Éléments réponse Q3 La justice environnementale : Comment aborder les questions de justice environnementale dans le contexte de l'éducation ? Il s'agit notamment de l'injustice résultant de la prise de décision centrée sur les adultes ("discrimination par l'âge") et de la discrimination de groupes spécifiques d'enfants qui souffrent le plus des dommages environnementaux.	- La discrimination est moins connue pour nous dans le canton, mais nous voyons des jeunes et des enfants issus de l'immigration, pour l'intégration de ces enfants. - Il n'y a pas que l'éducation pour avoir la justice, il y a aussi la participation et le plaidoyer. S'il n'y a pas d'action, la modification de la loi ne sera pas possible. Il est très important d'impliquer toutes les parties prenantes au niveau fédéral, cantonal et au niveau de la société.

Bonnes pratiques citées	- En tant que présidente du Réseau suisse des droits de l'enfant, dialogue entre toutes les parties prenantes en Suisse, les projets sont soutenus par la Confédération et réalisés par les parties prenantes. En Suisse, nous avons par exemple des conférences d'enfants (nous avons depuis longtemps la pratique où les enfants participent au niveau politique, ils formulent des demandes qui sont mises en œuvre par les politiciens). Il existe également différents moyens juridiques, tels que la protection dans la Constitution fédérale et les lois cantonales, qui prévoient non seulement la protection des enfants, mais aussi leur participation. - Le rapport des ONG du Réseau suisse des droits de l'enfant montre que la mise en œuvre de l'Agenda 2030 a permis une amélioration. - Terre des Hommes porte en Suisse un programme d'éducation à la citoyenneté responsable et soutient les Fridays for future
Freins / défis	- Pas seulement l'éducation des enfants, mais aussi celle des adultes - La journée de l'environnement, par exemple, est célébrée et des activités sont organisées, mais pas tout au long de l'année. - Commencer comme à l'école, mais penser la thématique de manière globale et aussi en dehors de l'école. - Besoin financier pour soutenir des projets environnementaux et éducatifs, et aussi pour promouvoir le plaidoyer politique.
Questions soulevées	- Comment parvenir à des décisions politiques à long terme et pas seulement pour celles prises pendant la carrière administrative ? - Comment pouvons-nous provoquer un changement de comportement en matière de politique environnementale ? - Comment encourager l'auto-formation des enfants et des jeunes ? - Collecter soi-même des données environnementales, etc.
Résumé	- Il est important qu'il y ait un cadre juridique et politique pour l'éducation à l'environnement. - Les enfants ont le droit d'être entendus (pas seulement dans le futur) - L'école est un lieu très important où les enfants apprennent et sont accessibles, mais ce n'est pas le seul endroit, ils doivent également être pris en charge dans les lieux où ils jouent.

Next steps

Le comité des droits de l'enfant des Nations Unies a mis en place un site web dédié pour l'élaboration de nouvelles orientations des Nations unies sur les droits environnementaux des enfants (appelées "Observation générale" et rédigées par le Comité des droits de l'enfant des Nations unies): <https://childrightsenvironment.org/> (disponible en anglais, espagnol et français). **Inscrivez-vous à la lettre d'information et restez informé de toutes les étapes, en particulier des possibilités d'engagement.**

Prochaines étapes :

- **Appel à candidatures** pour devenir membre d'un comité consultatif d'enfants pour les nouvelles orientations de l'ONU sur les droits environnementaux des enfants mis en ligne en décembre. Tous les enfants, dont les enfants de Suisse, sont encouragés à postuler.
- **Questionnaire pour les "experts"** mis en ligne semaine du 20 décembre (date limite : 15 février 2022). Il comprendra des questions notamment sur l'éducation environnementale et les réponses

permettront de s'assurer que les orientations de l'ONU couvrent les perspectives d'un large éventail de parties prenantes intéressées !

- Une version du questionnaire adaptée aux enfants sera présentée lors d'un **événement de lancement** avec le Comité des droits de l'enfant le 7 février 2022. Tous les enfants seront encouragés à répondre en ligne (via le site web). Du matériel pédagogique sera distribué à cet effet.
- D'autres activités seront organisées en 2022.



30 ANS
DE DROITS
DE L'ENFANT



Terre des Hommes
International Federation

Bilanz des Webinars zu zoom

"Umweltbildung: Wie kann sie Kinder zum Handeln bringen?"

mitorganisiert von Association 30 ans Droits de l'Enfant (Verein 30 Jahre Kinderrechte),
Internationales Institut der Rechte des Kindes & Terre des Hommes.

Donnerstag, 16. Dezember 2021, 15:00 bis 16:30 Uhr

Hintergrund

Das Webinar sollte einen Beitrag zur Ausarbeitung der Allgemeinen Bemerkung 26 des Ausschusses für die Rechte des Kindes zu Kinderrechten und Umwelt mit besonderem Schwerpunkt auf dem Klimawandel leisten. Ziel war es, rund 20 Teilnehmer - Jugendliche und Erwachsene - aus verschiedenen Bereichen in der Schweiz (Behörden, Wissenschaft, Zivilgesellschaft...) zusammenzubringen, um verschiedene Standpunkte zu vergleichen und gute Praktiken oder Hindernisse rund um dieses Thema zu identifizieren.

Programm

Nach der Vorstellung des Ziels, des Programms und der Gäste des Webinars erklärte Philip Jaffé, was die Allgemeine Beobachtung der Kinderrechte und der Umwelt ist, welche Funktion sie hat, welche potenziellen Auswirkungen sie hat und inwiefern die Umwelterziehung für die Kinderrechte relevant ist (zusammen mit Jonas Schubert).

Nadine Gehrig vom Bundesamt für Umwelt stellte anschließend die Umwelterziehung in der Schweiz in ihren Grundzügen vor.

Anschließend wurden zwei Arbeitsgruppen (französisch- und deutschsprachig) mit den Teilnehmern organisiert, mit dem Ziel, die Fragen des Webinars zu beantworten, die im Folgenden wiedergegeben werden. Die Teilnehmer waren eingeladen, ihr Fachwissen und ihre Erfahrungen mit dem Thema in ihrer Institution in die Arbeitsgruppe einzubringen.

Schließlich stellte Jonas Schubert die nächsten Schritte des Konsultationsprozesses vor (siehe unten).

Ergebnisse

Am Ende des Webinars werden alle Beiträge in die Internationale Konsultation einfließen, die im Rahmen der Erstellung der Allgemeinen Bemerkung durchgeführt wird.

Die Teilnehmer werden anschließend aufgefordert, über die Problematik in ihrer Institution nachzudenken und ihren Beitrag über einen Online-Fragebogen des Ausschusses für die Rechte des Kindes zu leisten.

Rückgabe - Rückgabe der Arbeitsgruppen

Deutschsprachige Gruppe

Zusammensetzung: Jonas Schubert (Terre des Hommes Deutschland, verantwortlich für den Konsultationsprozess), Mirjam Rotzler (Kinderbüro Basel, Geschäftsführerin), Nadine Gehrig (Bundesamt für Umwelt, Departement Wirtschaft und Innovation, Spezialistin für Umweltbildung), Cédric Bonnébault (Kanton Wallis, Jugenddelegierter), Valentina Darbellay (Netzwerk Kinderrechte Schweiz, Geschäftsführerin).

Elemente Antwort F1 Umwelterziehung: Wie kann man eine Umwelterziehung durchführen, die Kinder in Aktion bringt, insbesondere vor dem Hintergrund der Klimakrise und im Hinblick auf die Kinderrechte?	Es ist schwierig, einen Kinderrechtsfokus in der Schule zu haben. Ich habe Beispiele gesehen, wie bei der Organisation von Umwelttagen und Nachhaltigkeit – es gibt Aktionen für einen Tag, aber generell ist es weniger im System oder ganzjährig integriert, was dies für Kinderrechte bedeutet. Es ist wichtig, Kindern die Möglichkeit für Aktivitäten auch ausserschulisch zu geben. Es braucht Formate für die Bildung und Einbindung der Kinder. Die Personen, die Entscheidungsmacht haben (eg. Schulen) müssen Kindern offen entgegentreten und zuhören. Für dies braucht es eine Schulung der Personen, die Kinder ausbilden. Die Kinder miteinzubringen, muss gelernt werden, überall wo Kinder sind, die Schule ist nur ein Teil davon. Man muss Kinder auf ihrer Ebene abholen, wo sie wirklich betroffen sind, und da muss man in der Bildung ansetzen. Die Kinder sollen früh lernen, wie sie mit der Umwelt umgehen können. Weil sonst gibt es keine Verhaltensänderung.
Elemente Antwort F2 Beteiligung von Kindern und Jugendlichen: Wie können wir sie stärker in umweltbezogene Entscheidungen einbeziehen, um sie zu vollwertigen, selbstständigen und verantwortungsbewussten Bürgern zu machen?	Integration von Kindern und Jugendlichen in Kommissionen fehlt, aber es braucht einen politischen Wunsch dafür und es braucht Schlüsselakteure, die Kinder und Jugendliche miteinbeziehen. Ich arbeite im Kinderbüro Basel, die sich für die Beteiligung der Kinder einsetzt. Es fällt mir auf, dass das Thema mit der Umwelt und sorgsam sein mit der Natur, dann interessiert das die Kinder, auch 7-12-jährige! Die Kinder sind schon vor 15 Jahren auf die Strasse für die Umwelt gegangen. Und nur jetzt, wenn es einem selbst betrifft, macht man die Augen auf. Man muss den Kindern das Gehör geben! Sie sind nicht nur die Zukunft, sie sind jetzt da! Schule ist ein Hauptakteur für Kinderbeteiligung! Das Verstehen der Komplexität wird gelehrt, sowie die überfachlichen Kompetenzen, transversal. Die Tools von education21 zielen auf die Beteiligung der Schulen hin. Die Kinder sind dann in die Projekte der Schule integriert wie zum Beispiel einen Schulgarten. Das bringt sehr viel, wenn man merkt, dass man im eigenen Umfeld viel bewirken kann und sie dann das auch nach Hause und in der Gemeinschaft verbreiten. Im Kleinen fängts an. Nicht immer nur um die grossen politischen Entscheidungen. Die Kinder müssen verstehen, dass sie selber schon viel machen können! Reicht ein tieferes Stimmrechtsalter? Eigentlich haben sie jetzt schon das Recht, gehört und ernst genommen zu werden. Das ist die Voraussetzung dazu, dass es funktioniert. Das Thema muss in der Schule zu den Kindern gebracht werden und darf nicht nur dort bleiben und weitergetragen werden.

Elemente Antwort Q3 Umweltgerechtigkeit: Wie können Fragen der Umweltgerechtigkeit im Bildungskontext angegangen werden? Dazu gehören die Ungerechtigkeit, die sich aus der auf Erwachsene konzentrierten Entscheidungsfindung ergibt ("Altersdiskriminierung"), und die Diskriminierung spezifischer Gruppen von Kindern, die am meisten unter Umweltschäden leiden.	Diskriminierung ist für uns im Kanton weniger bekannt, aber wir sehen Jugendliche und Kinder mit Migrationshintergrund, für die Integration dieser Kinder. Es gibt nicht nur die Bildung, um die Gerechtigkeit zu haben, sondern auch Mitwirkung und Plaidoyer. Wenn es keine Aktion gibt, wird die Gesetzänderung auch nicht möglich. Es ist sehr wichtig, alle Stakeholder auf Bundes-, Kantonalebene und auf Ebene der Gesellschaft einzubeziehen.
Gute Praktiken	Präsidentin Netzwerk Kinderrechte Schweiz. Dialog zwischen allen Stakeholdern in der Schweiz, Projekte werden vom Bund gefördert und von Stakeholdern ausgeführt. In der Schweiz haben wir z.B. Kinderkonferenzen (wir haben schon lange die Praxis wo Kinder auf politischer Ebene mitwirken, Sie formulieren Forderungen, die von Politikerinnen umgesetzt werden.) Es gibt auch verschiedene Rechtsmittel wie den Schutz in der Bundesverfassung und kantonale Gesetze wo nicht nur der Kinderschutz, sondern auch die Mitwirkung darin ist. Der NGO-Bericht vom Schweizer Netzwerk für Kinderrechte zeigt auf, dass durch die Umsetzung der Agenda 2030 haben eine Verbesserung ermöglicht. Terre des Hommes trägt in der Schweiz ein Programm zur Erziehung zu verantwortungsbewusstem Bürgersinn (in Genf) und unterstützt die <i>Fridays For Future</i> (in Basel).
Bremsen / Herausforderungen	Nicht nur Kinderbildung, sondern auch Erwachsenenbildung Umwelttag zum Beispiel wird gefeiert und Aktivitäten gemacht, aber nicht übers ganze Jahr Wie in der Schule anfangen aber Thematik ganzheitlich denken und auch ausserhalb der Schule. Finanzieller Bedarf, um Umweltprojekte und Bildungsprojekte zu unterstützen, und auch politisches Plaidoyer zu fördern
Aufgeworfene Fragen	Wie kommen wirklich zu langfristigen politischen Entscheidungen und nicht nur für solche während der Amtskarriere? Wie können wir eine Verhaltensänderung bewirken in der Umweltpolitik? Wie kann man die Selbstbildung von Kindern und Jugendlichen fördern? Selber Umweltdaten sammeln etc.?
Zusammenfassung	Es ist wichtig, dass es einen rechtlichen und politischen Rahmen für Umweltbildung stattfindet. Kinder haben das Recht darauf, gehört zu werden. (nicht nur in der Zukunft) Schule ist ein ganz wichtiger Ort, wo Kinder lernen und erreichbar sind, aber es ist nicht der einzige Ort, sie müssen auch an den Orten, an denen sie spielen abgeholt werden

Französischsprachige Gruppe

Zusammensetzung: Philippe Jaffé (Association 30 ans, Ausschuss für die Rechte des Kindes), Claire Hayoz Etter (Education 21, Projektverantwortliche), Steven Fricaud (Internationales Institut der Rechte des Kindes), Pierre Zwahlen (Plattform Agenda 2030, Präsident), Anahy Gajardo (Terre des Hommes Schweiz, Thematische Beraterin - Spezialistin BNE), Eric Nanchen (Stiftung für die nachhaltige Entwicklung der Bergregionen, Wallis, Direktor), Charlotte Durnat (Cellule durabilité du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture, Vaud), Tristan Leloum (HES-SO Wallis, Professor), Zoé Moody (Haute École Pédagogique, Wallis), Nina Salomon (Eglosion, Projektkoordinatorin), Cynthia Illi (Junge Grüne, Kanton Waadt, Co-Präsidentin), Flore Beran (Association J'aime ma Planète, Projektbeauftragte).

Elemente Antwort F1 Umwelterziehung: Wie kann man eine Umwelterziehung durchführen, die Kinder in Aktion bringt, insbesondere vor dem Hintergrund der Klimakrise und im Hinblick auf die Kinderrechte?	- In den letzten Jahren wurden große Fortschritte bei den Klimafragen gemacht: sensibel für das Leben, mehr als für die Schule > EE intensivieren, um sie zu einem Motor des Wandels zu machen, das Handeln in den Mittelpunkt stellen. - BNE-Ansatz: Bildung für nachhaltige Entwicklung als Grundlage, wichtige Verknüpfung - Verknüpfung von Wissen, Kompetenzen und Handlungen > wie können Lehrkräfte für eine Bildung ausgebildet werden, die auf den Erwerb von Kompetenzen abzielt? - Systemischer Ansatz, wenn man von der Klimakrise spricht: sozial, ökologisch, geschlechtsspezifisch, politisch... - Von der Sensibilisierung/Diskurs zum Handeln übergehen (aktivierend und nicht lähmend) - die Schlüssel zum Handeln geben, um nicht angstbesetzt zu sein - kompetenzorientierter Ansatz, der umgesetzt werden muss - Mittel auch, um mit dem Scheitern angesichts des Handelns umzugehen. - Lehrkräfte beauftragen, den Kindern Lust auf Engagement zu machen - flexibler Rahmen - Kinder haben Lust, brauchen Werkzeuge und brauchen Vorbilder. - hat unsere Generation die Mittel, um diese junge Generation zu unterrichten, die ihre eigenen Mittel erfinden muss? - Prinzip der Vorbildfunktion: Erwachsene müssen die Akteure sein, die man von den Kindern verlangt (Politik / Schwerter zu Wasser lassen) - politische Entscheidungen sind noch selten (Mobilität, Gebäude...)
Elemente Antwort F2 Beteiligung von Kindern und Jugendlichen: Wie können wir sie stärker in umweltbezogene Entscheidungen einbeziehen, um sie zu vollwertigen, selbstständigen und verantwortungsbewussten Bürgern zu machen?	- ein Aufruf zu mehr Partizipation seitens der Kinder/Jugendlichen vs. Aufmerksamkeit der Erwachsenen, die Zukunft der Welt nicht auf die Kinder abzuwälzen, DE eine Sorglosigkeit zu haben, Gleichgewicht zu finden, um nicht zu viel Verantwortung zu übernehmen > Vorsicht vor paradoxer Instruktion: handelt / scheitert; Handlungsschlüssel geben / Welt bricht zusammen. - Solidarität zwischen den Generationen notwendig, um die Gesellschaft nicht zu spalten - Jugendliche müssen die Politiker fest ansprechen, um bei der Entscheidungsfindung zu helfen (Umweltgerechtigkeit, DE).

Elemente Antwort Q3 Umweltgerechtigkeit: Wie können Fragen der Umweltgerechtigkeit im Bildungskontext angegangen werden? Dazu gehören die Ungerechtigkeit, die sich aus der auf Erwachsene konzentrierten Entscheidungsfindung ergibt ("Altersdiskriminierung"), und die Diskriminierung spezifischer Gruppen von Kindern, die am meisten unter Umweltschäden leiden.	- 16 Kinder haben sich beim DE-Komitee beschwert, darunter auch das Recht auf Überleben: Dringlichkeit, Kinder vertrauen den Erwachsenen nicht mehr - Machtgleichgewicht> Entscheidungskompetenz abgeben, Politiker müssen etwas von ihren Vorrechten abgeben, um das Machtgleichgewicht wieder herzustellen, Zugangsrechte gewähren, insbesondere um in Richtung Umweltgerechtigkeit zu gehen.
Gute Praktiken	- Befragte zur Nachhaltigkeit in Schulen (nicht bewilligte Investitionskredite in VD, aber vorhanden) - Aus den Silos ausbrechen, Verbindungen zwischen ED-Erziehung, Umwelt und Gesundheit herstellen > Netzwerk Schulen 21, aber nicht einfach, da es sich um eine allgemeine Ausbildung handelt - den Lehrkräften stehen Werkzeuge zur Verfügung, aber sie müssen Zeit in den Schulstunden freimachen können. - Die Bewegung der Naturerziehung wird in der Schweiz sehr wichtig, für die Kleinen gibt es gute Ansätze, aber wenig für die Großen > mehr Flexibilität gewinnen. - Modelle für die Erziehung zur Nachhaltigkeit: sich in neue Vorstellungswelten projizieren, was sind die Träume? um den Wunsch nach Veränderung voranzutreiben, die Wünsche ändern, um eine Form der Hoffnung zu geben (cf 1million action change-Aktion der DEZA)
Bremsen / Herausforderungen	- Öko-Angst, die bei den Jugendlichen berücksichtigt werden muss, Risiko des Rückzugs in die Identität, heftige Ressentiments, Opfersinn, Ungerechtigkeitsgefühl/Radikalisierung (Öko-Faschismus - desillusionierte Generationen, die an nichts mehr glauben) vs. sprudelnde Energie. - starkes Gefühl des Verzichts: "Es gibt nichts zu tun" > Herausforderung, den Schwerpunkt auf Lösungen zu legen und nicht auf der Feststellung des Scheiterns stehen zu bleiben. - Inklusive Umwelterziehung muss auch Kinder ansprechen, die sich heute nicht engagieren.
Aufgeworfene Fragen	

Next steps

Der UN-Ausschuss für die Rechte des Kindes hat eine eigene Website für die Ausarbeitung neuer UN-Leitlinien zu den Umweltrechten von Kindern (die als "Allgemeine Bemerkung" bezeichnet und vom UN-Ausschuss für die Rechte des Kindes verfasst werden) eingerichtet: childrightsenvironment.org (verfügbar in Englisch, Spanisch und Französisch). Melden Sie sich für den Newsletter an und bleiben Sie über alle Schritte auf dem Laufenden, insbesondere über die Möglichkeiten, sich zu engagieren.

Nächste Schritte:

- **Aufruf zur Bewerbung** als Mitglied eines beratenden Kinderausschusses für die neuen UN-Leitlinien zu den Umweltrechten von Kindern, die im Dezember online gestellt werden. Alle Kinder, auch Kinder aus der Schweiz, sind aufgefordert, sich zu bewerben.
- **Fragebogen für "Experten"** in der Woche vom 20. Dezember online gestellt (Frist: 15. Februar 2022). Er wird unter anderem Fragen zur Umwelterziehung enthalten und die Antworten werden sicherstellen, dass die Leitlinien der Vereinten Nationen die Perspektiven eines breiten Spektrums an interessierten Interessengruppen abdecken!
- Eine **kinderfreundliche Version des Fragebogens** wird bei einer **Auftaktveranstaltung** mit dem Ausschuss für die Rechte des Kindes am 7. Februar 2022 vorgestellt. Alle Kinder werden ermutigt, den Fragebogen online (über die Website) zu beantworten. Zu diesem Zweck wird Unterrichtsmaterial verteilt.
- Weitere Aktivitäten werden im Jahr 2022 stattfinden.
